

## L'UNEF quitte les concertations sur la réforme de la licence

**Dans la droite ligne de la loi ORE, le Gouvernement a ouvert des concertations sur la réforme de la licence. Après avoir participé à de multiples groupes de travail et face à une absence totale de volonté d'écoute et de prise en compte des revendications étudiantes, l'UNEF fait aujourd'hui le choix de quitter ces concertations.**

### Des revendications étudiantes qui ne sont pas prises en compte...

L'UNEF avait fait le choix de prendre part à ces concertations afin de rappeler les inquiétudes des étudiant·e·s et ainsi réaffirmer ses revendications. Comme les étudiant·e·s l'ont démontré dans la rue ces dernières semaines, elles sont nombreuses : retrait de la loi Orientation et Réussite des Etudiants, maintien du droit aux rattrapages et à la compensation, préservation du seuil minimum de 1500 heures d'enseignement en licence pour garantir une formation de qualité à tou·te·s les jeunes et enfin un investissement dans l'Enseignement Supérieur afin d'accueillir les nouveaux et nouvelles entrant.e.s et d'améliorer les conditions de vie et d'études des étudiant·e·s.

**Cette volonté de dialogue s'est heurtée à un cadre qui tient plus d'une mascarade que d'une véritable concertation comme l'ont déjà souligné de nombreuses organisations syndicales.** Le texte final semble être écrit à l'avance et malgré des demandes répétées, n'a pas été fourni aux organisations autour de la table afin d'en débattre. Les discussions avancent sous forme de confrontation de points de vue des diverses organisations alors que des discussions similaires ont eu lieu en octobre. **Les préoccupations des étudiant.e.s n'y sont pas entendues et les propositions rejetées.** De plus, nous dénonçons l'absence d'acteur·rice·s politiques autour de la table, l'absence du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation empêchant de facto toute réponse concrète aux préoccupations des étudiant·e·s.

### ...malgré une mobilisation importante des étudiant·e·s !

Alors que depuis des mois les étudiant·e·s sont mobilisé·e·s contre la loi ORE et pour défendre leurs droits, que cette mobilisation ne cesse de croître touchant désormais plus de la moitié des universités françaises et que d'après un récent sondage **62 % des 18-24 ans soutiennent la mobilisation**<sup>1</sup>, le Gouvernement et les différent.e.s acteur·rice·s continuent une nouvelle fois de faire la sourde oreille. **Dans ces conditions, nous refusons de continuer à servir de caution de pluralité à un cadre qui n'a rien ni de démocratique, ni de représentatif.**

Loin des jeux politiques du Gouvernement et de l'alibi médiatique que constitue ces « concertations », la réussite des étudiant·e·s en licence, bien trop faible à l'heure actuelle, devrait pourtant constituer une préoccupation majeure. Parce que nous ne pensons pas que le statu quo soit une solution, **nous demandons l'ouverture de véritables discussions permettant une réelle prise en compte de l'opinion des principaux·ales concerné·e·s : les étudiant·e·s.** C'est à ce prix-là seulement, que nous ferons progresser la réussite du plus grand nombre, qui est et demeure notre priorité.

---

<sup>1</sup> Sondage Odoxa-dentsu consulting en date du 19.04.2018

**Contact :**

Elisabeth ABANDA AYISSI

*Attachée de presse de l'UNEF*

06.03.55.45.28

[presse@unef.fr](mailto:presse@unef.fr) / [eabanda@unef.fr](mailto:eabanda@unef.fr)